

Table ronde

LA GUERRE DES MÉMOIRES

Éric HAZAN, Eyal SIVAN, Enzo TRAVERSO

Enzo TRAVERSO. — Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Eyal Sivan. La mémoire est une invention. Les souvenirs, tant individuels que collectifs, ne sont pas figés, immobiles ; ils peuvent se transformer au fil du temps. Les faits remémorés sont les mêmes, mais notre manière de les penser, de les élaborer et de les mettre en perspective ne reste pas forcément la même. Autrement dit, la mémoire se fabrique socialement et culturellement dans le présent. L'histoire de l'État d'Israël est très symptomatique de cela. Depuis qu'il a été créé en 1948, il a promu un énorme travail d'archéologie visant à exhumer un passé juif ancestral pour légitimer sa propre existence ; parallèlement, il a procédé à un travail systématique de destruction de tout ce qui pourrait rappeler la présence arabe en Palestine. Des quartiers entiers ont été détruits ; les anciennes villes arabes sont aujourd'hui dépourvues de « lieux de mémoire ». Ça passe par des plans urbanistiques. Mais on pourrait aussi faire des comparaisons avec l'Europe. J'ai cité tout à l'heure l'anniversaire de la chute du mur de Berlin et de la place que la mémoire de la Shoah occupe aujourd'hui dans l'imaginaire allemand. Parallèlement à l'édification de ce mémorial de l'Holocauste qui trône au centre de Berlin, on essaie d'effacer toutes les traces de la RDA. On a détruit le palais de la République, dont on pourrait discuter l'esthétique, mais qui est un symbole fort du passé allemand, et on met à sa place le château des Hohenzollern, ce qui indique un projet délibéré de renouer avec une tradition et d'en effacer une autre. La dialectique entre la mémoire et l'oubli est un processus de destruction, de sélection et de choix politiques. Cela vaut pour Israël comme pour l'Europe.

Intervention de la salle. — *On vient de parler de géographie. Mais moi ce qui me frappe c'est que l'obsession mémorielle est faite pour déconstruire l'histoire. Et dans la reconstitution de l'histoire par le storytelling on substitue un récit légendaire à une histoire qu'il est difficile de restituer. La véritable question demeure de savoir comment restituer une véritable histoire qui puisse contrebattre ces cultes mémoriels.*

Question de la salle. — Vous représentez trois figures de penseurs : l'éditeur, le chercheur, le cinéaste, et trois figures de penseurs engagés. Je me demandais quels étaient vos liens, aujourd'hui, avec « le politique », à une époque où le champ politique apparaît dévasté et où tous les discours sonnent creux. Quels sont vos positions et vos engagements politiques respectifs, en dehors de vos espaces de création et de publication ?

Éric HAZAN. — Quand tu dis *vous*, il n'y a pas de *vous*. Nous n'avons pas de position identique, loin de là. À ta question, chacun de nous devrait donner sa réponse, ce qui nous entraînerait très loin. Je peux répondre en quinze secondes. Ma position – pas d'intellectuel – parce que j'ai une profonde antipathie pour ce terme qui donnerait l'exclusivité de la pensée à certains qui seraient capables de la transmettre à une bande d'abrutis qui n'auraient ni le temps ni la possibilité de penser – à cet égard, je suis *rancérien* et reste convaincu de l'égalité des intelligences. Pour ma part, je ne me reconnais dans aucune organisation, aucun parti existant, et je pense même que dans un proche avenir, tout cela va exploser. Ces partis explosent déjà en grande partie quand ils sont confrontés à un problème qui sort de la politique traditionnelle. On va publier en janvier un livre, à La Fabrique, qui s'appelle « *La gauche* », *les Noirs et les Arabes*, et montre le clivage profond qui existe entre toutes les organisations. Dès qu'un problème important apparaît, en rapport avec les émeutes de banlieue, ou chez les « indigènes », il y a des clivages aussi bien chez les socialistes que les communistes ou même au sein du NPA, et des clivages qui révèlent à quel point les gens se déchirent sur des problèmes vraiment sérieux.

Enzo TRAVERSO. — C'est à la fois très facile et très compliqué, de répondre à cette question. Vous dire pour qui je vote n'a pas un grand intérêt, mais la question est pertinente si on l'aborde du point de vue du rapport à la politique de ceux qui font un travail de recherche, de création et de production d'idées.

Moi, je ne méprise pas la notion d'*intellectuel*, même si je n'ai pas de lui la vision de celui qui devrait transmettre la vérité aux masses et au peuple. Et je me méfie un peu des philosophes élitistes qui adoptent souvent une posture faussement modeste, disant vouloir apprendre du « peuple ». Je suis historien ; je sais bien que l'histoire n'appartient pas aux historiens, elle appartient à tout le monde. Mais mon métier consiste à écrire l'histoire, et cela me donne quelque responsabilité, précisément car ce que je produis n'est pas une « science » abstraite mais un ensemble d'idées et d'interprétations qui contribuent à forger un *usage public du passé*. Mon rôle peut être important ou nul, mais je ne peux pas me soustraire à cette responsabilité. Il y a d'ailleurs plusieurs versions du concept d'intellectuel, depuis les « hommes de Lettres » des Lumières jusqu'à l'intellectuel « organique » forgé par le bolchevisme. D'un côté, je ne crois pas à l'idée wébérienne de la neutralité axiologique de la

science, très répandue même à gauche : « Je fais de la science et vous présente des résultats qui seraient la vérité dans son objectivité. » Le cas d'Israël est l'expression évidente de l'absence de toute neutralité, et les enjeux de l'historiographie israélienne le montrent bien également. Est-ce qu'on peut écrire l'histoire d'Israël ou de la Palestine d'une manière axiologiquement neutre en faisant abstraction de tout engagement ? Est-ce qu'on a pu écrire l'histoire du fascisme espagnol d'une manière dépolitisée juste après la guerre d'Espagne ? Je ne crois pas à l'intellectuel *spécifique* théorisé par Foucault et aujourd'hui par Gérard Noiriel (celui qui parle au nom de la science) ; mais je ne crois pas non plus à l'intellectuel *organique* qui serait le porteur d'un message d'une classe ou d'un mouvement incarnant le sens de l'Histoire et dont il élaborerait les idées. Le bilan qu'on peut tirer de l'histoire du ^{xx}e siècle, c'est aussi le bilan de nos expériences personnelles. Une pensée critique a besoin d'une liberté qui est aussi celle de critiquer ses plus proches amis, ceux avec lesquels elle partage des idées, des valeurs et des combats. C'est un peu un équilibre entre ces différentes préoccupations – tout en évitant les pièges – qu'il faut tenter.

Eyal SIVAN. — Dans mon cas, c'est plus facile. Étant un étranger en possession de papiers, la question ne se pose même pas, dans un pays comme la France. Tant que je reste du côté de l'exotisme et que je parle de *là-bas*, ça va très bien. Militant et dissident. Mais quelle peut être la marge de manœuvre d'un homme comme moi avec mon accent, aussi blanc que je puisse paraître, dans la configuration française ? J'ai vécu le clivage de ce qui aurait pu être *ma famille*, c'est-à-dire la gauche, clivage au sujet de l'islam, du voile ou de l'immigration. J'ai vécu, en arrivant en France, entre deux tendances, semblables, au fond, mais qui se considèrent comme différentes : d'un côté les antisémites, et, de l'autre, les philosémites. Et quand j'ai essayé de parler de politique française, de dire quelque chose sur ce pays où je passe plus de temps aujourd'hui qu'ailleurs, il m'est arrivé ce qui arrive à beaucoup d'entre nous autres, intellectuels qui viennent d'ailleurs : on s'entendait dire : « on s'est mis d'accord, vous êtes là pour parler des Arabes et des Juifs. Mais vous n'êtes pas là pour parler des "autres", c'est-à-dire des "Français" ». Donc c'est beaucoup plus simple : j'ai été mis dans une position finalement plus confortable, celle d'un indigène de la République.